Conseil d'Etat
Bureau des référés

Requête n° 458965 (référé suspension)

Audience du 8 décembre 2021 à 9h30

MEMOIRE EN INTERVENTION VOLONTAIRE

Article L. 521-1 du Code de Justice Administrative

Le présent recours a pour objet d'intervenir volontairement à la procédure de référé suspension engagée par la requête n°458965 par Madame MAHOUT, l'association BonSens.org et autres, (*ci-après dénommés « les requérants principaux »*), qui a pour objet d'obtenir d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative, la suspension de l'exécution de l'article 1er du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire en ce qu'il existe un doute sérieux sur sa légalité.

POUR :

L'association Réaction 19

Association régie par la loi de 1901, enregistrée à la Préfecture sous le numéro W751256495, domiciliée au 68, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, prise en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié en cette qualité audit siège.

DEMANDERESSE EN INTERVENTION VOLONTAIRE

Ayant pour avocat :

SELARL MAUD MARIAN
Société d'Avocat au Barreau de Paris
11 boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS
Par Maître Maud MARIAN
Tel 01.80.49.38.55 – Fax 01.80.27.01.60
Toque A071
maudmarian@outlook.fr

CONTRE : L'article 1^{er} du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 du premier ministre modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I - LES FAITS

En raison de la pandémie de la maladie à coronavirus 2019-2020, dite « covid-19 » (Coronavirus Disease 2019) et due au virus SRAS-CoV-2, le Gouvernement a restreint les libertés de circulation et de réunion sur le territoire national, en soumettant leur exercice à la présentation d'un « passe sanitaire ».

- **Rappel chronologique des textes intervenus pour la mise en œuvre du passe sanitaire**

La loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire disposait en son article 1^{er} – II -A que :

« II. - A. - **A compter du 2 juin 2021 et jusqu'au 30 septembre 2021 inclus**, le Premier ministre peut, **par décret** pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, dans l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 :

1° Imposer aux personnes souhaitant se déplacer à destination ou en provenance du territoire hexagonal, de la Corse ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution de présenter le résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19 ou un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 ;

2° **Subordonner l'accès des personnes à certains lieux, établissements ou événements impliquant de grands rassemblements de personnes pour des activités de loisirs ou des foires ou salons professionnels à la présentation soit du résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, soit d'un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19, soit d'un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19. Cette réglementation est appliquée en prenant en compte une densité adaptée aux caractéristiques des lieux, établissements ou événements concernés, y compris à l'extérieur, pour permettre de garantir la mise en œuvre de mesures de nature à prévenir les risques de propagation du virus. Un décret détermine**, après avis du comité de scientifiques mentionné à l'article L. 3131-19 du code de la santé publique, les éléments permettant d'établir le résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, le justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19 ou le certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 »

Pièce 1 - loi n° 2021-689 du 31 mai 2021

C'est sur le fondement de cette loi qu'a été mis en place le dispositif du passe sanitaire.

Pour l'application de cette loi, le gouvernement a pris le 7 août 2021 un décret n° 2021-1059 modifiant le décret numéro 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ce décret prévoyait notamment les possibilités d'octroi de ce passe :

« **Art. 1er.** – Le décret du 1er juin 2021 susvisé est ainsi modifié : ...

6° L'article 47-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 47-1.* – I. – **Les personnes majeures doivent, pour être accueillies dans les établissements, lieux, services et évènements mentionnés aux II et III, présenter l'un des documents suivants :**

« 1° **Le résultat d'un examen de dépistage, d'un test ou d'un autotest mentionné au 1o de l'article 2-2 réalisé moins de 72 heures** avant l'accès à l'établissement, au lieu, au service ou à l'évènement. Les seuls tests antigéniques pouvant être valablement présentés pour l'application du présent 1o sont ceux permettant la détection de la protéine N du SARS-CoV-2 ;

« 2° **Un justificatif du statut vaccinal délivré dans les conditions mentionnées au 2o de l'article 2-2** ^[17] _[SEP]

« 3° **Un certificat de rétablissement délivré dans les conditions mentionnées au 3o de l'article 2-2** ^[17] _[SEP] « La présentation de ces documents est contrôlée dans les conditions mentionnées à l'article 2-3 ^[17] _[SEP] A défaut de présentation de l'un de ces documents, l'accès à l'établissement, au lieu, au service ou à l'évènement est refusé, sauf pour les personnes justifiant d'une contre-indication médicale à la vaccination dans les conditions prévues à l'article 2-4 »

Pièce 2 - décret n° 2021-1059 du 7 juin 2021

Le texte précité imposait donc aux seules personnes non vaccinées de présenter un test de dépistage négatif au COVID 19 datant de moins de 72 H pour obtenir une passe sanitaire et ainsi accéder aux lieux et services soumis à sa présentation.

Jusqu'à présent ces tests de dépistages étaient pris en charge par l'assurance maladie obligatoire pour l'ensemble des assurés sociaux.

Or, par un arrêté en date du 14 octobre 2021, le ministre de la santé a décidé que l'assurance maladie obligatoire ne rembourserait plus les tests de dépistage de la maladie COVID 19 effectués par les assurés sociaux majeurs non vaccinés contre celle-ci (article 1-3 du décret du 14 octobre 2021).

Pièce 3 – arrêté du 14 octobre 2021 du ministre de la santé

En parallèle, la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 a été modifiée par la loi n°2021-1040 du 5 août 2021, laquelle a pris le 15 novembre 2021 comme date limite pour imposer ledit passe-sanitaire dans les termes qui suivent :

« La loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire est ainsi modifiée :

1° L'article 1er est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du I, la date : « 30 septembre 2021 » est remplacée par la date : « 15 novembre 2021 » ;

b) Le II est ainsi rédigé :

« II.-A.-A compter du 2 juin 2021 et jusqu'au 15 novembre 2021 inclus, le Premier ministre peut, par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, dans l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 :

« 1° Imposer aux personnes âgées d'au moins douze ans souhaitant se déplacer à destination ou en provenance du territoire hexagonal, de la Corse ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, ainsi qu'aux personnels intervenant dans les services de transport concernés, de présenter le résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19 ou un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 ;

« 2° Subordonner à la présentation soit du résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, soit d'un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19, soit d'un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 l'accès à certains lieux, établissements, services ou événements où sont exercées les activités suivantes... »

Pièce 4 - loi n° 2021-1040 du 5 août 2021

Puis la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, a encore modifié la loi du 31 mai 2021 pour ce qui concerne la durée d'application du « passe-sanitaire ».

Pièce 5 - loi n° 1021-1465 du 10 novembre 2021

Elle dispose en son article 2 que :

« La loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire est ainsi modifiée :

1° L'article 1er est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du I, la date : « 15 novembre 2021 » est remplacée par la date : « 31 juillet 2022 » ;

b) Le premier alinéa du A du II est ainsi modifié :

-la date : « 15 novembre 2021 » est remplacée par la date : « 31 juillet 2022 » ;

-à la fin, les mots : « et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 » sont remplacés par les mots : «, aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 et si la situation sanitaire le justifie au regard de la circulation virale ou de ses conséquences sur le système de santé, appréciées en tenant compte des indicateurs sanitaires tels que le taux de vaccination, le taux de positivité des tests de dépistage, le taux d'incidence ou le taux de saturation des lits de réanimation » ;

Ainsi, dans cette dernière loi, le législateur a modifié les conditions qui doivent être examinées pour imposer le « passe-sanitaire », en cas de prolongation au-delà du 15 novembre 2021.

Enfin s'agissant des conditions d'obtention du passe sanitaire, deux décrets sont intervenus depuis celui du 7 juin 2021 et l'ont modifié.

En effet, le 22 septembre 2021 un décret n° 2021-1215 a été édicté modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 lui-même modifié par le décret n° 2021-724 du 7 juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire a été édicté.

L'article 1^{er} de ce décret dispose que :

« **Art. 1er.** – Le 2o de l'article 2-2 du décret du 1er juin 2021 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes : « 2o Un justificatif du statut vaccinal est considéré comme attestant d'un schéma vaccinal complet :

« a) De l'un des vaccins contre la covid-19 ayant fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par la Commission européenne après évaluation de l'Agence européenne du médicament ou dont la composition et le procédé de fabrication sont reconnus comme similaires à l'un de ces vaccins par l'Agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé :

« – s'agissant du vaccin "COVID-19 Vaccine Janssen", 28 jours après l'administration d'une dose ;

« – s'agissant des autres vaccins, 7 jours après l'administration d'une deuxième dose, sauf en ce qui concerne les personnes ayant été infectées par la covid-19, pour lesquelles ce délai court après l'administration d'une dose ;

« b) **D'un vaccin dont l'utilisation a été autorisée par l'Organisation mondiale de la santé** et ne bénéficiant pas de l'autorisation ou de la reconnaissance mentionnées au a, à condition que toutes les doses requises aient été reçues, 7 jours après l'administration d'une dose complémentaire d'un vaccin à acide ribonucléique (ARN) messenger bénéficiant d'une telle autorisation ou reconnaissance ; ».

Pièce 6 - décret n° 2021-1215 du 22 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire

Puis, le 25 novembre 2021 a été édicté par le premier ministre le décret n° 2021-1521 lequel prévoit notamment en son article 1^{er} que :

« Le décret du 1er juin 2021 susvisé est ainsi modifié :

1° Le a du 2° de l'article 2-2 est ainsi modifié :

a) Le troisième alinéa est complété par la phrase suivante : « Pour l'application de l'article 47-1, les personnes ayant reçu le vaccin mentionné au présent alinéa doivent, **pour que leur schéma vaccinal reste reconnu comme complet à partir du 15 décembre 2021, avoir reçu une dose complémentaire d'un vaccin à acide ribonucléique (ARN) messenger remplissant les conditions mentionnées au premier alinéa du présent a entre 1 et 2 mois suivant l'injection de la dose initiale.** Pour celles ayant reçu cette dose complémentaire au-delà du délai de 2 mois mentionné à la phrase précédente, le schéma vaccinal est reconnu comme complet 7 jours après son injection. Pour celles ayant reçu cette dose complémentaire avant le 15 décembre 2021, le schéma vaccinal est reconnu comme complet à cette date, ou 7 jours après son injection si elle a été réalisée entre le 10 et le 14 décembre 2021 ; »

b) Le dernier alinéa est complété par la phrase suivante : « **Pour l'application de l'article 47-1, les personnes de soixante-cinq ans ou plus ayant reçu le vaccin mentionné au présent alinéa doivent, pour que leur schéma vaccinal reste reconnu comme complet à partir du 15 décembre 2021, avoir reçu une dose complémentaire d'un vaccin à acide ribonucléique (ARN) messenger** remplissant les conditions mentionnées au premier alinéa du présent a entre 5 et 7 mois suivant l'injection de la dernière dose requise. Pour celles ayant reçu cette dose complémentaire au-delà du délai de 7 mois mentionné à la phrase précédente, le schéma vaccinal est reconnu comme complet 7 jours après son injection. Pour celles ayant reçu cette dose complémentaire avant le 15 décembre 2021, le schéma vaccinal est reconnu comme complet à cette date, ou 7 jours après son injection si elle a été réalisée entre le 10 et le 14 décembre 2021...

2° Les I à IV *bis* de l'article 23-2 sont remplacés par les dispositions suivantes : « I. – **Toute personne de douze ans ou plus souhaitant se déplacer entre Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Guadeloupe, la Martinique, La Réunion, Mayotte ou la Guyane et le reste du territoire national doit être munie :**

« 1° D'un justificatif de son statut vaccinal délivré dans les conditions mentionnées au 2° de l'article 2-2. Les déplacements des personnes ne disposant pas d'un tel justificatif ne sont autorisés que s'ils sont fondés sur un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, un motif de santé relevant de l'urgence ou un motif professionnel ne pouvant être différé. Ces personnes doivent se munir des documents permettant de justifier du motif de leur déplacement et d'une déclaration sur l'honneur attestant :

« – qu'elles acceptent qu'un test ou examen de dépistage mentionné au 1° de l'article 2-2 puisse être réalisé à leur arrivée,

« - qu'elles s'engagent à respecter un isolement prophylactique de sept jours après leur arrivée et à réaliser, au terme de cette période, un examen de dépistage mentionné au 1° de ce même article ;

5° L'article 47-1 est ainsi modifié :

a) Au 1° du I, les mots : « 72 heures » sont remplacés par les mots : « 24 heures »

Pièce 7 - décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire

Il résulte notamment de ce texte :

- Qu'à partir du **15 décembre 2021**, le **passé** sera **désactivé** pour les **65 ans et plus** si un rappel du vaccin n'a pas été fait dans un délai de sept mois après la dernière injection (ou sept mois après l'infection au Covid-19),
- Qu'à partir du **15 janvier 2022**, le **passé** sera **invalide** pour les autres **tranches d'âge de 18 à 64 ans** si le rappel n'a pas été fait dans ce même délai de sept mois après la dernière injection.
- Qu'à compter du lundi 29 novembre 2021, les **tests PCR et antigéniques** effectués pour obtenir un passe sanitaire seront désormais **valables uniquement pendant 24 heures** (et non plus 72 heures).

C'est le texte critiqué.

L'association Réaction 19 considère que l'article 1^{er} du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 du premier ministre modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, a été édicté par une instance incompétente, que le dispositif du passe sanitaire est caduc depuis la loi du 10 novembre 2021 et qu'en tout état de cause, il ne poursuit pas un but d'intérêt général et de santé publique en ce qu'il exempte les personnes vaccinées contre la COVID 19 de présenter un test de dépistage négatif de cette maladie pour accéder aux lieux et services soumis à la présentation d'un passe sanitaire, alors que tout un chacun peut être porteur de la maladie et la transmettre.

L'Association REACTION 19, qui compte plus de 95.000 adhérents, a pour objet social d'entreprendre toutes les démarches nécessaires à la protection des droits et libertés fondamentales de ses adhérents, notamment dans le cadre de la pandémie de la COVID-19.

C'est dans ces circonstances que l'Association REACTION 19 a décidé d'intervenir volontairement à l'instance introduite par la requête 458965 et demande au juge des référés du Conseil d'Etat sur le fondement de l'article L 521-1 du Code de Justice Administrative :

« Qu'il ordonne la suspension de l'article 1^{er} du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 du premier ministre modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment en ce qu'il exempte les personnes vaccinées contre la COVID 19 de présenter un test de dépistage négatif de cette maladie pour accéder aux lieux et services soumis à la présentation d'un passe sanitaire »

L'intervention volontaire de l'association Réaction 19 s'inscrit donc dans un contexte global non seulement de défense des libertés et du droit à la vie de ses adhérents, la vaccination contre la COVID 19 suscitant de nombreuses inquiétudes compte tenu du nombre anormalement élevé d'effets indésirables graves et de décès quelle que soit la tranche d'âge considérée, mais également de préservation de la santé publique.

Si, pour des raisons de simplicité, l'Association REACTION 19 utilise le terme « vaccin » ou « vaccination » dans le cadre de la présente instance, il convient de noter qu'elle conteste le terme même de « vaccin », ayant constaté que les médicaments appelés « vaccins » et autorisés par la Commission Européenne pour lutter contre la Covid-19, n'entrent pas dans la définition de « vaccin » en ce qu'ils ne sont pas des médicaments préventifs qui immunisent contre une infection virale.

Enfin, l'association REACTION 19 indique avoir déposé préalablement un recours en excès de pouvoir contre les dispositions contestées.

Pièce 8 – Recours en excès de pouvoir de l'association Réaction 19 contre le décret du 25 novembre 2021

II – DISCUSSION

- **Sur la recevabilité de la demande d'intervention volontaire:**

Conformément à l'article R. 632-1 du Code de justice administrative, l'intervention volontaire est formée par mémoire distinct.

Également les intervenants volontaires sont des tiers au recours initié par Mesdames MAHOUT, MORGAINE, YUNG et PIERRET et Monsieur TALPAERT et l'association BonSens.org

Il résulte de la jurisprudence que l'intervention doit émaner d'une personne qui n'a été ni appelée, ni mise en cause, ni représentée dans l'instance, soit devant la juridiction même devant laquelle l'intervention a lieu, soit devant les juridictions subordonnées l'occasion de la même instance (*Jurisque Justice administrative Fasc. 65 « instruction-intervention » point n°16*).

En l'espèce, l'association Réaction 19 n'a jamais été appelée, ni mise en cause dans le cadre de ce recours.

Enfin, Réaction 19 a un intérêt à intervenir. Selon la jurisprudence administrative, sont recevables à intervenir volontairement tous ceux qui n'ont pas un intérêt direct à la solution du litige mais à l'égard desquels le principe de cette solution peut avoir des incidences (*Jurisclasser Justice administrative Fasc. 65 « instruction-intervention » point n°26*)

Au cas présent, les adhérents non-vaccinés de l'association Réaction 19 sont exposés aux risques d'être contaminés par cette maladie par des vaccinés, si tout un chacun n'est pas testé dans les mêmes conditions pour obtenir un passe sanitaire.

- **Sur la demande en référé :**

L'article L.521-1 du code de justice administrative dispose que :

« Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision.

Lorsque la suspension est prononcée, il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision dans les meilleurs délais. La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision ».

L'association Réaction 19 s'en rapporte aux moyens invoqués par les requérants à l'action principale concernant l'urgence à suspendre l'article 1 du décret n°2021 l'article 1er du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ainsi que sur le doute sérieux sur sa légalité de ce texte.

Elle souhaite cependant faire valoir les éléments de droit complémentaire suivants :

- **Sur l'incompétence du premier ministre pour édicter le décret querellé**

L'article 34 de la constitution dispose que :

« La loi fixe les règles concernant :

- *les droits civiques et les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ; la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; les sujétions imposées par la Défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens ;*
- *-la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et libéralités ;*

...

Lorsque l'auteur de l'acte critiqué, ici le premier ministre, méconnaît le champ d'application de la loi, il en résulte la nullité dudit acte.

L'incompétence de l'auteur de l'acte est un moyen d'ordre public (CE 15 février 1961 – Alfred Joseph).

En l'occurrence, le premier ministre ne peut pas décider par simple décret d'imposer à tous les Français un traitement médical à savoir la vaccination prophylactique contre la COVID 19.

Et ce d'autant que les médicaments appelés, communément mais de manière totalement inappropriée, « vaccins » contre la covid 19 ne sont pas des vaccins.

En effet, la Directive 2001/83/CE du Parlement Européen et du Conseil, du 6 novembre 2001, instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, définit en son article premier, la notion de « **médicament immunologique** » comme suit :

*« Médicament immunologique : Tout médicament consistant en **vaccins**, toxines, sérums ou allergènes ».*

Par conséquent, la Directive susvisée définit les vaccins comme des **médicaments immunologiques**, c'est-à-dire **pourvus de propriétés immunitaires**.

Pièce 11 : Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil

Dans un rapport du 1^{er} janvier 2009 intitulé « *Voyages internationaux et santé* », l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.) se prononce expressément sur la finalité des vaccins et, *in fine*, de la vaccination et précise que :

*« La vaccination consiste à administrer un vaccin pour **provoquer une réponse immunitaire qui protégera le sujet vacciné de la maladie** s'il se trouve en contact avec l'agent infectieux en cause. **Si elle est réussie, la vaccination entraîne l'immunisation** : le vacciné est rendu immun à la maladie causée par l'agent pathogène. »*

Pièce 12 : Extrait du Rapport de l'OMS « Voyages internationaux et santé » du 1^{er} janvier 2009 (page 11)

En outre, L'INSERM, dans un article publié en date du 12 juillet 2017, a également défini la notion de vaccination en ce sens :

*« La vaccination consiste à **protéger un individu contre une maladie en stimulant son système immunitaire**. Les vaccins préventifs permettent de **prévenir l'apparition d'une maladie d'origine infectieuse**. Les vaccins thérapeutiques permettent quant à eux d'aider le patient à lutter contre une maladie en cours, par exemple un cancer. »*

Pièce 13 : Article de l'INSERM du 12 juillet 2017

Il en résulte qu'un vaccin est un médicament immunologique et que, dans le cas d'espèce, force est de constater que les prétendus « vaccins » utilisés actuellement en France contre la COVID-19, dont au demeurant, il est actuellement contesté devant le Tribunal Judiciaire de Paris qu'ils aient

reçu une A.M.M. conditionnelle, n'immunisent pas les « vaccinés » malgré un « schéma vaccinal » dit complet.

Ce que le ministre de la Santé n'ignore pas puisqu'il concluait lui-même, dès le 28 mars 2021, dans son mémoire en défense au Conseil d'Etat (référé-liberté n°450956) à l'inefficacité des vaccins en soulevant les quatre points suivants :

1. « *En premier lieu, comme on le sait, l'efficacité des vaccins n'est que partielle.* »
2. « *En deuxième lieu, cette efficacité des vaccins est devenue particulièrement contingente du fait de l'apparition des nouveaux variants.* »
3. « *En troisième lieu, ainsi que cela a été rappelé au point précédent (2.2.2), les personnes vaccinées sont aussi celles qui sont les plus exposées aux formes graves et aux décès en cas d'inefficacité initiale du vaccin ou de réinfection post-vaccinale, du fait d'une immuno-sénescence (impact du vieillissement du système immunitaire sur la qualité de la protection vaccinale ainsi que sa durabilité, même si les premières données sont rassurantes sur ce point malgré le manque de recul cf. étude de Widge AT et al.16) ou de la virulence d'un variant.* »
4. « *En quatrième lieu, même lorsqu'il a une efficacité sur les personnes concernées, en l'état des connaissances scientifiques, le vaccin ne les empêche pas de transmettre le virus aux tiers.* »

Pièce 14 : Mémoire du ministre de la santé du 28 mars 2021

Ainsi, le premier ministre ne peut décider par simple décret d'imposer à tous les Français un tel traitement médical sans porter atteinte **aux droits civiques et aux garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques mais encore à l'état et à la capacité des personnes.**

D'une part, le conseil constitutionnel a jugé dans une décision n° 2010-71 QPC du 26 novembre 2010 qu'une procédure d'hospitalisation sans consentement, relevait de la compétence du législateur, en application de l'article 34 de la Constitution, lequel doit fixer les règles concernant les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques.

Ainsi, l'imposition aux citoyens d'un traitement médical sans leur consentement, à l'instar de la vaccination contre la COVID 19, ne peut être décidé que par le législateur.

D'autre part, la perte des droits qu'engendre la non-possession d'un passe sanitaire s'analyse en une véritable « **diminutio capitis** » pour les citoyens non vaccinés lesquels se retrouvent ségrégués du reste de la population.

Ce n'est pas une mesure dont peut décider proprio motu le gouvernement par décret. Il s'agit d'une disposition que seul le Parlement peut édicter.

Et ce d'autant qu'il est clairement établi que le passe sanitaire, dont l'efficacité n'est pas rapportée, a pour seul objectif une obligation vaccinale (à peine) déguisée, comme il a été confirmé au syndicat FO lors de leur rendez-vous à Matignon le 3 décembre 2021.

Ainsi, dans son communiqué, FO indique « *Concernant les tests et leur validité de 24h il nous a bien été confirmé qu'il s'agissait d'une mesure de persuasion pour les derniers réfractaires au vaccin (...)* ».

*Pièce 15 : COMMUNIQUE RENCONTRE FORMDS A MATIGNON de FO
du 3 décembre 2021*

De ce chef le décret querellé sera suspendu.

- **Sur la caducité du passe sanitaire depuis le 15 novembre 2021**

Le premier ministre a pris le décret critiqué modifiant les conditions d'obtention du passe sanitaire alors que ce dispositif est caduc depuis le 15 novembre 2021.

Pour rappel la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 (pièce 5) dispose en son article 2 que :

« La loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire est ainsi modifiée :

1° L'article 1er est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du I, la date : « 15 novembre 2021 » est remplacée par la date : « 31 juillet 2022 » ;

b) Le premier alinéa du A du II est ainsi modifié :

-la date : « 15 novembre 2021 » est remplacée par la date : « 31 juillet 2022 » ;

-à la fin, les mots : « et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 » sont remplacés par les mots : « , aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 et si la situation sanitaire le justifie au regard de la circulation virale ou de ses conséquences sur le système de santé, appréciées en tenant compte des indicateurs sanitaires tels que le taux de vaccination, le taux de positivité des tests de dépistage, le taux d'incidence ou le taux de saturation des lits de réanimation » ;

<p>Ainsi, dans cette dernière loi, le législateur a modifié les conditions qui doivent être examinées et réunies pour imposer le « passe-sanitaire », en cas de prolongation au-delà du 15 novembre 2021.</p>
--

La version consolidée de l'article 1^{er} de la loi du 31 mai 2021 n° 2021-689 à la date des présentes est donc :

« I. - A compter du 2 juin 2021 et jusqu'au 31 juillet 2022 inclus, le Premier ministre peut, par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, dans l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 :...

...II.-A.-A compter du 2 juin 2021 et jusqu'au 31 juillet 2022 inclus, le Premier ministre peut, par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, dans l'intérêt de la santé publique, aux seules fins de lutter contre la propagation de

l'épidémie de covid-19 et si la situation sanitaire le justifie au regard de la circulation virale ou de ses conséquences sur le système de santé, appréciées en tenant compte des indicateurs sanitaires tels que le taux de vaccination, le taux de positivité des tests de dépistage, le taux d'incidence ou le taux de saturation des lits de réanimation :

1° Imposer aux personnes âgées d'au moins douze ans souhaitant se déplacer à destination ou en provenance du territoire hexagonal, de la Corse ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, ainsi qu'aux personnels intervenant dans les services de transport concernés, de présenter le résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19 ou un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 ;

2° Subordonner à la présentation soit du résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, soit d'un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19, soit d'un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 l'accès à certains lieux, établissements, services ou événements où sont exercées les activités suivantes :... »

Si l'on compare les versions successives du texte, l'on voit bien que depuis l'intervention de la loi du 10 novembre n°2021-1465, le passe sanitaire ne peut être mis en œuvre que :

« ...si la situation sanitaire le justifie au regard de la circulation virale ou de ses conséquences sur le système de santé, appréciées en tenant compte des indicateurs sanitaires tels que le taux de vaccination, le taux de positivité des tests de dépistage, le taux d'incidence ou le taux de saturation des lits de réanimation »

Ces éléments ne peuvent être déterminés que par l'intervention d'un décret qui fixerait des seuils de déclenchement des indicateurs évoqués . ; c'est-à-dire un décret d'application de ce texte.

Mais également mis en œuvre par un décret constatant la réunion des conditions et l'activation ou le maintien du passe sanitaire au regard de ces conditions ; c'est-à-dire un décret de mise en œuvre de ce texte.

A défaut, les nouvelles dispositions de l'article 1^{er} – II – A telles qu'énoncées par la loi du 10 novembre 2021, ne peuvent être mises en application, cette loi ne se suffisant pas à elle-même, et resteront lettre morte, permettant ainsi à l'exécutif de laisser perdurer SANS AUCUN CONTROLE le dispositif du passe sanitaire jusqu' à l'été 2022.

Ainsi faute d'édition de mesures d'application depuis l'entrée en vigueur de la loi du 10 novembre 2021, le dispositif du passe sanitaire **est caduc**, si bien que le premier ministre n'avait pas le pouvoir de prendre le décret du 25 novembre 2021 restreignant les conditions d'accès audit passe, puisque

celui-ci n'est plus en vigueur faute de décret précisant **si la situation sanitaire justifie actuellement de le remettre en œuvre au regard de la circulation virale ou de ses conséquences sur le système de santé, appréciées en tenant compte des indicateurs sanitaires tels que le taux de vaccination, le taux de positivité des tests de dépistage, le taux d'incidence ou le taux de saturation des lits de réanimation.**

Cette précision résulte d'un amendement obtenu de haute lutte lors des débats Parlementaires sur loi du 10 novembre n°1021-1465.

A cet endroit, l'association Réaction 19 rappelle qu'il résulte du rapport du Sénat sur ladite loi que :

« Comme le souligne le Conseil scientifique Covid-19, **le passe sanitaire a rempli son rôle en incitant à une forte accélération de la vaccination, mais ses effets sur le ralentissement des contaminations n'ont pu être scientifiquement évalués.**

La commission a estimé qu'il convenait de ne reconduire cet outil, qui devait légalement prendre fin le 16 novembre, que dans des cas limités, dès lors qu'il a largement épuisé ses effets.

Elle n'a donc permis le rétablissement temporaire du passe sanitaire que dans une version atténuée...» (page 7 du rapport)

Ce rapport reprend également l'audition du ministre de la Santé lequel a fait valoir que :

« Pour autant, nous ne serons pas forcément contraints d'activer tous les outils dont nous vous demandons la création ou la prolongation. **Nous ne les mettrons en œuvre que si la situation sanitaire l'exige.** (...)» (Page 77)

Pièce 8 – rapport du Sénat sur la loi du 10 novembre n°2021-1465.

Cette audition démontre bien que la prolongation de l'utilisation du passe sanitaire ne se conçoit que de façon contrôlée en fixant par décret les taux de positivité des tests de dépistage, le taux d'incidence ou le taux de saturation des lits de réanimation comme l'impose l'amendement du Parlement, lequel n'a pas donné un blanc-seing au Gouvernement pour laisser en application sans condition et jusqu'à l'été 2022 le dispositif du passe sanitaire.

Si le législateur avait entendu maintenir et prolonger purement et simplement le passe sanitaire dans les conditions issues de la loi du 31 mai 2021 en vigueur, il n'aurait pas soumis ce dispositif à des conditions et aurait tout simplement changé la date de sa fin.

Ce faisant, le législateur a souhaité un passe sanitaire mis en œuvre dans certaines circonstances objectives et à certaines conditions, dont la définition est laissée à la discrétion du pouvoir exécutif.

Par voie de conséquence, le passe sanitaire tel qu'issu de la loi du 10 novembre 2021 ne peut être la continuité du passe sanitaire issu de la loi du 31 mai 2021. En l'absence de décret d'application, d'une part, et de décret constatant la réunion des conditions légales et mettant en œuvre le passe sanitaire, d'autre part, il appartiendra au Conseil d'Etat de constater que le passe sanitaire est caduc depuis l'entrée en vigueur de la loi du 10 novembre 2021.

Il y a ici une incompétence positive *rationae temporis et materiae* du premier ministre pour édicter le décret entrepris qui est démontrée.

De ce chef, sera suspendu l'article 1 du décret querellé.

- **Violation du principe de sécurité juridique par la définition changeante voire inapplicable « du schéma vaccinal complet »**

Le concept de « schéma vaccinal complet », qui ne cesse d'évoluer et pour la dernière fois du fait du décret critiqué, heurte lui-même le principe de sécurité juridique.

Le principe de sécurité juridique suppose que le droit soit prévisible et que les situations juridiques restent relativement stables.

La portée de la sécurité juridique s'étend aussi bien aux actes émanant du législateur qu'à ceux émanant de l'administration.

Le Conseil d'État en a précisé la définition dans son rapport public de 2006 le qualifiant de principe qui : « implique que les citoyens soient, sans que cela appelle de leur part des efforts insurmontables, en mesure de déterminer ce qui est permis et ce qui est défendu par le droit applicable ».

(<https://www.conseil-etat.fr/ressources/etudes-publications/rapports-etudes/rapports-publics/securite-juridique-et-complexite-du-droit-rapport-public-2005>)

Il est donc nécessaire que les normes édictées soient claires et intelligibles, et ne soient pas soumises, dans le temps, à des variations trop fréquentes ou imprévisibles.

Cette définition doit être comprise comme le regroupement de différentes exigences assurant aux citoyens une certaine sécurité dans leurs relations juridiques avec l'administration.

Le Conseil d'État a également reconnu le principe de sécurité juridique comme étant un des principes du droit dans un arrêt d'assemblée en date du 26 mars 2004 dit « KPMG » (req 288460).

Au cas présent, la définition du « schéma vaccinal complet » permettant l'obtention du passe sanitaire évolue de façon continue, imprévisible voire totalement inapplicable !

En premier lieu, il apparaît que les textes réglementaires relatifs à la poursuite du « *schéma vaccinal* » ne permettent pas d'identifier les produits médicamenteux pour la « *dose de rappel* » afin que le « *schéma vaccinal* » soit reconnu comme « *complet* ».

En effet, selon l'article 2-2 du décret du 1^{er} juin 2021, modifié par le décret du 25 novembre 2021, n°2021-1521, il est précisé :

« 2° Un justificatif du statut vaccinal est considéré comme attestant d'un schéma vaccinal complet :

a) De l'un des vaccins contre la covid-19 ayant fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par la Commission européenne après évaluation de l'Agence européenne du médicament ou dont la composition et le procédé de fabrication sont reconnus comme similaires à l'un de ces vaccins par l'Agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé. »

Or, en l'état actuel du droit, il n'existe aucun médicament dénommé « *vaccin contre la Covid-19* », ayant fait l'objet d'une **Autorisation de Mise sur le Marché** délivrée par la Commission européenne.

En effet, l'**Autorisation de Mise sur le Marché** est une autorisation qui permet d'identifier un médicament à usage humain, parmi lesquels figurent les vaccins, ayant reçu un **accord définitif de mise sur le marché par la Commission européenne, après un examen de la part de l'Agence européenne du médicament.**

Cependant, en cas d'urgence sanitaire, il existe notamment une procédure spécifique pouvant amener à une **Autorisation de Mise sur le Marché conditionnelle.**

Cette **autorisation totalement différente d'une Autorisation de Mise sur le Marché** se distingue par l'utilisation d'un médicament pour une durée ne pouvant dépasser une année et pour répondre aux situations d'urgence menaçant la santé publique, à l'image de la Covid-19.

Les quatre médicaments dénommés « *vaccins contre la Covid 19* » qui sont utilisés en Europe ont fait l'objet d'une **Autorisation de Mise sur le Marché conditionnelle** et non d'une **Autorisation de Mise sur le Marché.**

Ainsi, faute d'avoir identifié à l'article 2-2 a) du décret du 1^{er} juin 2021, des vaccins ayant reçu une **Autorisation de Mise sur le Marché conditionnelle**, il n'existe, en l'état, aucune référence réglementaire utile permettant d'identifier les « *vaccins* » pour la dose de rappel.

En second lieu, le décret précité dispose que pour compléter le schéma vaccinal initial, il doit être envisagé une dose complémentaire « *d'un vaccin à acide ribonucléique (ARN) messenger* » remplissant les conditions prévues au premier alinéa.

Cette disposition réglementaire est tout aussi dépourvue d'efficacité juridique que la précédente pour les motifs suivants.

Le renvoi au premier alinéa de l'article 2-2 a) n'a aucune valeur juridique comme nous l'avons exposé précédemment.

Mais, une fois encore le décret est totalement imprécis tant sur le plan juridique que médical.

En effet, concernant les produits dénommés « *vaccins à ARN messenger* », la spécificité des deux « *vaccins BioNTech et Moderna* » (ayant fait l'objet d'une **Autorisation de Mise sur le Marché conditionnelle**), il est précisé dans la nomenclature de ladite Autorisation qu'il s'agit de médicaments à « *acide ribonucléique (ARN) messenger modifié* » et non un simple « *ARN messenger* » !

Cette mention n'est pas superfétatoire, elle est en revanche fondamentale pour identifier la spécificité de l'« *ARN messenger* » utilisé pour les produits ayant fait l'objet d'une **Autorisation de Mise sur le Marché conditionnelle.**

Lorsque l'ARN messenger fait l'objet d'un changement pour devenir un ARN messenger à nucléoside modifié, il s'agit d'un travail de synthèse pratiqué en laboratoire pour permettre à l'ARN messenger de faire lire aux cellules des instructions qui produiront temporairement la protéine spicule (« *spike* »).

Il s'agit bien d'une spécificité de mise en place pour ce type de « vaccin », en utilisant la technique de l'ARN messenger à nucléoside modifié.

En conséquence, un produit à ARN messenger est distinct d'un produit à ARN messenger à nucléoside modifié. Les deux types de produits ne peuvent pas être assimilés, tant sur le plan médical que sur le plan juridique.

Ainsi, faute pour le décret précité de préciser, d'une part, qu'il s'agit de « vaccins » ayant reçu une **Autorisation de Mise sur le Marché conditionnelle** et, d'autre part, qu'il s'agit de produits médicamenteux à **ARN messenger à nucléoside modifié**, il est impossible pour les opérateurs du monde médical d'avoir une assise juridique légitime pour la mise en œuvre de la dose de rappel.

En l'état actuel de la réglementation, le décret du 25 novembre 2021 querellé, tel qu'il a modifié le décret du 1^{er} juin 2021, ne permet pas de donner une base légale pour permettre d'identifier les produits médicamenteux nécessaires pour la « dose de rappel », destinée à « compléter » le schéma « vaccinal ».

Enfin, 3 des 4 vaccins homologués par l'EMA ont fait l'objet d'interdiction d'inoculation dans différents pays d'Europe en fonction des âges (Astra Zeneca interdits aux moins de 55 ans, Moderna interdit aux moins de 30 ans....) ou du type de doses (rappel interdits avec l'Astra Zeneca ou le Janssen) mais encore, la conservation du bénéfice du passe sanitaire ensuite de la réalisation d'un « schéma vaccinal complet » n'est pas garanti.

En effet, sur le site du Gouvernement, il est indiqué que :

« À compter du 15 décembre, les règles relatives au « passe sanitaire » évoluent pour les seules personnes de 65 ans et plus, et les personnes vaccinées avec du Janssen.

À compter de cette date, les personnes de 65 ans et plus, et les personnes vaccinées avec du Janssen, devront avoir fait leur rappel, à partir du moment où elles y sont éligibles (soit 6 mois après leur dernière injection pour les premiers et 1 mois pour les seconds), et au terme d'un délai de 4 semaines supplémentaires maximum. Au-delà de ce délai, leur QR code sera désactivé automatiquement »

(<https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus/pass-sanitaire>)

Le schéma vaccinal est également différent en fonction du lieu de résidence du citoyen français.

En effet, en **Guadeloupe** par exemple, il sera mis à disposition du personnel soignant des vaccins anti-Covid 19 sans ARN messenger pour compléter.

(<https://www.ouest-france.fr/sante/vaccin/guadeloupe-le-gouvernement-va-mettre-a-disposition-des-soignants-des-vaccins-sans-arn-messenger-6f2fbe60-4c3f-11ec-96b7-3229002d9504>)

Tout ceci est ubuesque et le texte critiqué, qui modifie encore la définition du schéma vaccinal en lui ajoutant une nouvelle dose (uniquement d'ailleurs de vaccin ARNm), démontre les fluctuations constantes, imprévisibles et inapplicables de la définition du « schéma vaccinal complet » le rendant incompatible avec le principe de sécurité juridique.

De ce chef, le décret entrepris sera suspendu.

Enfin, l'association Réaction 19 formule une demande spécifique exposée ci-après.

- **Sur la demande spécifique des requérants : Imposer des tests de dépistage contre la COVID 19 dans les mêmes conditions aux personnes vaccinées qu'aux personnes non-vaccinées pour obtenir un passe sanitaire**

L'association Réaction 19 sollicite du Conseil d'Etat qu'il ordonne la suspension de l'article 1^{er} du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 du premier ministre modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, en ce qu'il exempte les personnes vaccinées contre la COVID 19 de présenter un test de dépistage négatif de cette maladie toutes les 24 heures pour accéder aux lieux et services soumis à la présentation d'un passe sanitaire.

La liberté d'aller et venir, composante de la liberté personnelle protégée par les articles 2 et 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, constitue une liberté fondamentale (CE, 11 avr. 2018, n° 418027).

Le décret querellé porte bien atteinte à cette liberté fondamentale. En effet, une mesure de police administrative doit être proportionnée à sa finalité (CE, Benjamin, 19 mai 1933 : Lebon, p. 541) ; l'atteinte portée aux libertés par une mesure de police doit être la moins lourde possible.

Ce principe irrigue le droit français, une atteinte portée aux libertés n'est légale que si elle est nécessaire, et par suite adaptée et proportionnée aux risques :

« La liberté est la règle et la restriction de police l'exception ». (Conclusion Corneille, sur CE, 10 août 1917, Baldy).

Si des mesures limitant l'exercice de la liberté fondamentale d'aller et venir et de réunion peuvent être prises par le pouvoir réglementaire, celles-ci doivent être proportionnées au regard de l'objectif de santé publique poursuivi (CE 22 déc. 2020, req. n° 439800), à savoir la limitation de la propagation de l'épidémie de COVID 19.

Or, les « vaccins » actuellement disponibles n'empêchent pas la transmission de la COVID 19, comme l'a reconnu une fois encore le ministre de la santé, Monsieur Olivier VERAN, lors de son audition devant le Sénat dans le cadre de l'adoption de la loi du 10 novembre 2021 :

« Il est tout aussi difficile de mesurer l'impact du passe sanitaire sur la circulation du virus que de mesurer celui du port du masque ou de l'utilisation du gel hydroalcoolique sur l'épidémie. Cependant, il est possible d'éprouver empiriquement l'efficacité de ces outils, voire leur caractère indispensable. (page 82) (Pièce 8) »

Ces propos ne cessent d'étonner, car ils signifient que sans aucune réflexion, le gouvernement restreint gravement les libertés de ses citoyens.

En effet, la définition d'empirique est la suivante : **« Qui ne s'appuie que sur l'expérience, l'observation, non sur une théorie ou le raisonnement »** (dictionnaire Larousse).

A titre d'exemple empirique, l'on a pu observer que le Premier Ministre, Jean CASTEX, doublement vacciné, a été récemment testé positif à la COVID 19.

Plus encore, Monsieur DELFRAISSY, président du conseil scientifique, dans le cadre de son audition devant l'assemblée nationale en date du 1^{er} décembre 2021 (qui peut être réécoutée sur le site internet de l'assemblée nationale (<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/actualites-accueil-hub/audition-du-professeur-jean-francois-delfraissy-president-du-conseil-scientifique-covid-19>)), a indiqué qu' « **une partie non négligeable des personnes qui vont s'infecter maintenant vont être des personnes vaccinées** ».

A cet endroit, il convient de rappeler que depuis le mois de septembre 2020, la CNIL a réitéré quatre fois sa demande au gouvernement de lui fournir des preuves concrètes de l'efficacité du dispositif du passe sanitaire mis en place pour lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Cette demande reste cependant à ce jour, sans réponse.

Le 30 novembre 2021, la CNIL a rendu son quatrième avis sur ce dispositif.

Au terme de 42 opérations de contrôle et de dix-huit mois d'épidémie, **la CNIL a interpellé le gouvernement sur la nécessité de fournir des garanties quant à l'efficacité concrète du passe sanitaire :**

« La CNIL insiste sur la nécessité que les éléments qui permettent d'apprécier l'efficacité des traitements susmentionnés lui soit rapidement transmis, afin de continuer l'exercice de sa mission. En effet, malgré plusieurs demandes, une telle évaluation n'a, à ce jour, pas été transmise à la CNIL. À cet égard, elle tient à souligner que l'utilisation des dispositifs précités reste conditionnée à des garanties relatives à leur efficacité. »

En effet, jusqu'ici, les chiffres donnés par le ministère de la Santé ne permettent pas d'avoir une visibilité sur l'efficacité du passe sanitaire.

Aucune donnée n'y est d'ailleurs entièrement dédiée.

Pièce 9 – Communiqué de presse de la CNIL du 30 novembre 2021 sur la mise en œuvre du passe sanitaire

Plus encore, tant le conseil scientifique que la HAS, dans leurs avis préalables à l'édition du décret critiqué, ne donnent aucune information ni aucun chiffre sur l'efficacité du passe sanitaire pour endiguer la propagation de l'épidémie !

Enfin, dans différents établissements hospitaliers, les personnels soignants vaccinés contre la COVID 19 mais néanmoins positifs à la maladie, sont autorisés à continuer de travailler ! alors que des soignants non vaccinés mais non infectés par la maladie doivent rester chez eux sans percevoir la moindre rémunération...

L'HÔPITAL
Nord Franche-Comté

LE CHENO
Centre Hospitalier de Soins de Longue

NOTE DE SERVICE N° 2021-112

EMETTEUR : Direction Générale	OBJET : Conduite à tenir pour les professionnels en cas de contact ou de test positif	DATE : 03/12/2021
---	---	-----------------------------

1- Professionnel ayant un résultat Covid positif, PCR ou test antigénique :

- Pour un professionnel **symptomatique** ou **pauci symptomatique** : **éviction pendant les 10 jours suivants le début des symptômes.**
Reprise : le 11^{ème} jour si disparition de la fièvre et amélioration de l'état respiratoire depuis au moins 48 heures, avec respect des mesures barrières renforcées pendant les 7 jours suivants.
- Pour un professionnel **non symptomatique** : **maintien en exercice possible** (compte tenu des tensions hospitalières et de risque de rupture de l'offre et de la sécurité des soins), avec strict respect des mesures barrières, en particulier en s'interdisant toute interaction sociale sans masque, (même dans les vestiaires, lors des pauses et des repas) et en adoptant une pratique de l'hygiène des mains extrêmement rigoureuse (friction avec un produit hydroalcoolique avant chaque soin, mais aussi à chaque fois que les mains sont portées au visage ou touchent le masque). Auto surveillance de l'état de santé.

NB : si le professionnel vient à développer des symptômes, la période d'éviction est à reprendre comme un professionnel symptomatique.

Pièce 10 – Note de service ce l'hôpital de Franche Comté

Cette situation est absurde et cause un risque sanitaire à tout un chacun, qu'ils soient vaccinés ou non.

Il est donc démontré qu'imposer aux seules personnes non vaccinées de se soumettre à des tests de dépistages négatifs de la COVID 19 toutes les 24 h pour pouvoir obtenir un passe sanitaire et ainsi accéder aux lieux et services soumis à sa présentation, **et non aux personnes vaccinées**, toutes aussi susceptibles de propager le virus, **est une atteinte au principe d'égalité entre les citoyens, tous aussi possiblement contagieux les uns que les autres, vaccinés ou non.**

Le décret querellé a en outre pour conséquence de faire courir un risque de contamination aux personnes non vaccinées détentrices d'un passe sanitaire à raison d'un test de dépistage négatif réalisé moins de 24 heures avant l'accès à un lieux conditionné par la présentation dudit passe.

En effet, les personnes non vaccinées et négatives à la COVID 19, pourraient se retrouver en présence, au restaurant par exemple, d'une personne vaccinée ignorant qu'elle est porteuse et propagatrice de la COVID 19 faute pour elle d'avoir réalisé, comme les personnes non vaccinées un test de dépistage préalable.

Le Conseil d'État a jugé que le principe d'égalité (CE, 27 juill. 2001, n° 231889, Haddad : JurisData n° 2001-063039) constitue à la fois un droit fondamental en soit et une condition d'exercice des autres droits fondamentaux et libertés.

Ainsi, l'atteinte au principe d'égalité dans l'exercice d'une liberté fondamentale est une atteinte à cette liberté elle-même.

Au cas présent est démontrée une atteinte injustifiée au principe d'égalité dans l'exercice de la liberté d'aller et venir et de réunion, entre les citoyens vaccinés et non vaccinés, seuls ceux non vaccinés contre la COVID 19 étant tenus de présenter un test de dépistage négatif de cette maladie toutes les 24 heures pour accéder aux lieux et services soumis à la présentation d'un passe sanitaire alors même que les personnes vaccinées contre la COVID 19 ne sont pas soumises à cette obligation alors qu'elles sont pourtant tout aussi susceptibles que les personnes non vaccinées de propager cette maladie.

Enfin, cette atteinte aux libertés en cause ne peut être considérée comme proportionnée au regard de l'objectif de santé publique poursuivi, à savoir la limitation de la propagation de l'épidémie de COVID 19, puisque justement les vaccins et partant le passe sanitaire, n'empêchent pas cette propagation **et que la seule protection des populations contre la diffusion de l'épidémie est bien de tester tout le monde !**

PAR CES MOTIFS

L'association Réaction 19 sollicite du juge de référés du Conseil d'Etat:

Vu le principe d'égalité des citoyens,

- Qu'il admette l'intervention volontaire de l'association Réaction 19,
- Qu'il ordonne la suspension de l'article 1er du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 du premier ministre modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire en ce qu'il a été édicté par un auteur incompetent,
- Qu'il ordonne la suspension de l'article 1er du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 du premier ministre modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire en ce que le dispositif du passe sanitaire est contraire au principe de sécurité juridique, les conditions de son obtention variant dans le temps depuis son entrée en vigueur,
- Qu'il ordonne la suspension de l'article 1^{er} du décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 du premier ministre modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, en ce qu'il exempte les personnes vaccinées contre la COVID 19 de présenter un test de dépistage négatif de cette maladie toutes les 24 heures pour accéder aux lieux et services soumis à la présentation d'un passe sanitaire ; les personnes vaccinées contre la COVID 19 étant tout aussi susceptibles que les personnes non vaccinées de propager cette maladie,
- Qu'il enjoigne au premier ministre de suspendre cet article en tant qu'il ne soumet pas les personnes vaccinées contre la COVID 19 à l'obligation de présenter un test de dépistage négatif de cette maladie dans les mêmes conditions que les personnes non-vaccinées pour accéder aux lieux et services soumis à la présentation d'un passe sanitaire, les personnes vaccinées étant tout aussi susceptibles que les personnes non vaccinées de propager la COVID 19,
- Qu'il mette à la charge de l'Etat une somme de 5 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative

Liste des pièces communiquées

Pièce 1 - loi n° 2021-689 du 31 mai 2021

Pièce 2 - décret n° 2021-1059 du 7 juin 2021

Pièce 3 – arrêté du 14 octobre 2021 du ministre de la santé

Pièce 4 - loi n° 2021-1040 du 5 août 2021

Pièce 5 - loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021

Pièce 6 - décret n° 2021-1215 du 22 septembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire

Pièce 7 - décret n° 2021-1521 du 25 novembre 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire

Pièce 8 – Recours en excès de pouvoir de l'association Réaction 19 contre le décret du 25 novembre 2021

Pièce 9 – rapport du Sénat sur la loi du 10 novembre n°2021-1465.

Pièce 10 – Communiqué de presse de la CNIL du 30 novembre 2021 sur la mise en œuvre du passe sanitaire

Pièce 11 – Note de service de l'hôpital de Franche Comté

Pièce 12 - Directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil

Pièce 13 - Extrait du Rapport de l'OMS « Voyages internationaux et santé » du 1^{er} janvier 2009 (page 11)

Pièce 14 - Article de l'INSERM du 12 juillet 2017

Pièce 15 - Mémoire du ministre de la Santé du 28 mars 2021

Pièce 16 - COMMUNIQUE RENCONTRE FORMDS A MATIGNON de FO du 3 décembre 2021

Pièce 17 – Statuts Association REACTION 19